

Roxana Villegas-Hamza

Université de Rennes 2

Roxana_villeg_varg@yahoo.fr

Docteur Espagnol- D.E.A. INFOCOM

« ...Il faudra beaucoup d'imagination et de générosité pour 'inventer' un nouveau Chili qui reconnaisse enfin les droits fondamentaux du peuple mapuche sans le couper pour autant de la société chilienne dont elle est la matrice. »

Briant Jo 2000

« Médias et Droits humains: la question mapuche. Regards croisés. »

Cette communication aura pour but de donner un aperçu général du rapport entre les médias et les Mapuches au Chili. Nous nous interrogeons sur la place des médias dans les attitudes et comportements des chiliens envers le peuple mapuche. Nous nous questionnons aussi sur la valeur culturelle des médias et sur leur importance en matière de respect et de diffusion des droits de l'homme.

1. Quelques précisions sur les médias et les droits humains.

Quelle place et quel rôle les médias peuvent-ils jouer dans la construction des Etats respectueux des droits humains de tous les êtres humains? Les participants au présent séminaire ont sans doute des réponses complexes et parfois contradictoires. La relation entre droits humains et médias est en rapport direct avec la responsabilité sociale et éducative des médias en général et du journaliste en particulier. Je me permets de faire ici une parenthèse car, en ce qui concerne les fonctions des médias, nous trouvons autant de regards que de chercheurs. Ainsi Noam Chomsky (2006)¹, établit le rapport entre les élites, le pouvoir et les médias de façon très virulente et radicale en faisant la distinction entre deux types de médias : ceux qui endoctrinent les élites pour perpétuer le système mondial et ceux qui tentent de marginaliser et de désintéresser les gens par différents moyens en les divertissant par le sexe, la violence ou le football afin que 85% de la population mondiale n'interfère pas dans la prise de décisions, dans les réseaux de pouvoir.

Cependant, tout comme Chomsky nous ne croyons pas à la fatalité qui fait que les gens ne peuvent pas échapper aux effets de « dé-formation » et au système d'endoctrinement auquel il appartient. Nous pensons, que nous pouvons naviguer dans ce système tout en

¹ Noam Chomsky, *Comprendre le pouvoir. L'indispensable de Chomsky*. Deuxième mouvement. Editions ADEN, Paris, 2006.

restant critiques et actifs Chomsky en est l'exemple. D'autres chercheurs tels que Pascal Marchand, depuis le champ de la psychologie sociale, mettent en exergue l'idée que la fonction majeure des médias est d'influencer les cognitions, attitudes ou comportements du récepteur².

Si nous considérons qu'il existe un étroit lien entre les représentations, les attitudes³, l'identité de chacun et l'importance sociale des médias (de la télévision en particulier), nous pouvons affirmer que les médias constituent un cadre symbolique qui contribue à la création d'un imaginaire individuel et collectif. C'est un regard, donc une déformation ou construction de la réalité qui a un fort potentiel conflictuel et interculturel. Il existe donc une passerelle d'échanges entre les médias, la liberté de presse, les rapports entre la régulation et l'autorégulation et la sensibilisation de la population concernant ses droits⁴. Tout cela en considérant que certaines violations des droits humains sont omises et d'autres commises par les médias. Ici la règle pragmatique que préconise Austin -« dire c'est faire »⁵- prend toute sa force. Se questionner sur les droits de l'homme et sur le rapport entre médias et culture minoritaire c'est s'interroger sur ce qui se passe derrière la scène tant sur le plan politico-économique général que sur les aspects propres à chaque média (concurrence, moyens de production, décideurs, réseaux ..etc). Concernant notre thématique, **la Déclaration des nations Unies sur les droits des peuples autochtones** adoptée par l'assemblée générale le 13 septembre 2007 essaye de réparer des injustices historiques commises envers ces peuples. Nombre de droits inscrits dans la Déclaration impliquent qu'on aborde sous un angle nouveau des questions d'ordre mondial, comme le développement, la décentralisation et la démocratie multiculturelle. Pour notre communication les articles 15 et 16⁶ justifient largement notre intérêt concernant le rapport entre les médias et les cultures minoritaires en général, mais plus particulièrement entre les médias et la lutte pour les droits des mapuches au Chili car ce document a été approuvé par le gouvernement chilien actuel de Michelle Bachelet.

² « Le monde des médias est souvent constitué d'intentions, de tentatives délibérées de la part des communicants d'influencer les attitudes du récepteur. Il ne fait aucun doute que des millions sont dépensés chaque année pour essayer de nous convaincre, c'est-à-dire de changer nos attitudes vis-à-vis de candidats politiques, de produits de consommation, de pratiques de santé ou de sécurité et de causes plus ou moins charitables. /.../ Derrière la question de l'attitude se cache donc celle du comportement à influencer, et le lien entre les deux n'est certainement pas aussi simple qu'on pourrait le penser. » Pascal Marchand, *Psychologie sociale des médias*, PUR, Rennes, 2004, p.27 et 28.

³ Une partie essentielle de notre thèse s'est consacrée à créer un cadre théorique d'analyse des attitudes. Sur la définition approfondie des attitudes et le réseau conceptuel auquel nous sommes attachés voir Thèse de l'auteur soutenue en janvier 2009 à l'Université de Rennes 2.

⁴Notons l'importance octroyée aux rapports entre droits humains et médias par plusieurs organisations publiques et privées. Un exemple est le site d'information sur les droits de l'homme en français et en anglais **Tribune des droits humains/Human Rights Tribune** qui met en ligne depuis 2006 chaque année quelques 2500 articles en relation avec l'actualité et les enjeux liés aux droits de l'homme dont jusqu'aujourd'hui plus de 250 sont liés directement avec les médias et une centaine d'autres font appel aux conflits entre les intérêts politiques économiques des médias et leur fonction pédagogique, éducative en démocratie. Voir <http://www.humanrights-geneva.info>

⁵ John Langshaw Austin, *How to do things with words*, 17e Edition Harvard University Press, 2000.

⁶ Déclaration des nations Unies sur les droits des peuples autochtones. <http://www.un.org/esa/socdev/unpfi/fr/drip.html>

2. Les droits humains au Chili: Les Mapuches au-delà de la Dictature.

Même si les violations commises sous le régime militaire n'ont aucun précédent dans l'histoire du Chili étant donné leur caractère massif, systématique et prolongé, il faut savoir que de tels faits ne sont pas inédits. Depuis les origines de la République Chilienne nous trouvons des pratiques (légales ou de fait) constituant des transgressions des droits et des libertés fondamentales des populations. Nous pourrions presque affirmer que la façon dont les Amériques ont été conquises a marqué une façon de vivre à posteriori. Pour les Mapuches-gente de la tierra-, (minorité minorisée culturelle et linguistique habitant entre le Chili et l'Argentine, pour notre étude un des peuples originaires du Chili). Le contact avec d'autres cultures a eu des conséquences désastreuses. Ils ont été massacrés par les Espagnols, leur territoire a été réduit mais, en 1641, 91 ans après le déclenchement de la guerre coloniale ils ont résisté et réussi à obtenir un accord avec la couronne espagnole qui reconnaissait des frontières et la nation mapuche. Ce traité de paix de Quilin constitue un accord qui est revendiqué encore aujourd'hui. Un deuxième accord ratifie le premier et fait du peuple mapuche un allié du roi d'Espagne en 1726. Avec cet engagement ils gardent leur territoire et leur indépendance mais deviennent ennemis des criollos pendant la guerre de l'indépendance. Bernardo O'Higgins, 'père de la nouvelle patrie' proclame l'égalité entre les Chiliens et les Indiens, donc la question de l'indépendance du peuple mapuche ne se pose pas. C'est ainsi qu'en 1819 il signe la déclaration suivante :

« ... je déclare que dorénavant, les aborigènes doivent être appelés citoyens chiliens et sont libres comme tous les autres citoyens de l'état ; ils ont le droit de s'exprimer et d'être représentés; ils peuvent conclure des contrats, se marier légalement, se présenter à des postes politiques ou militaires /.../ Leur égalité de droit avec les autres citoyens est totale/.../Ils devront en tant que citoyens chiliens prendre leurs responsabilités pour la défense de la Mère Patrie ⁷. »

Nous voyons ici que ces premières lois républicaines ont pour objectif de faire des indiens 'des citoyens' de la nouvelle République. Il apparaissent comme des membres de la société chilienne, mais comme une imprécise 'autre nationalité'⁸. Le concept de 'citoyen' ici ne fait pas référence aux besoins et aux droits et devoirs dans des domaines culturels, politiques, sociaux des Mapuches. Dans la pratique, la citoyenneté a une connotation principalement économique, elle permet aux Mapuches et surtout aux Chiliens de faire du commerce avec les terres de la région centrale. Au sud du Bío-Bío les Mapuches maintinrent leur indépendance et subirent la « *Pacificación de la Araucanía* ».

Dans son article "Gigantesca Deuda Histórica" le sociologue Chilien Felipe Portales signale :

« La guerre d'occupation ("Pacification de *la Araucanía* ") se déroula avec une extrême barbarie, même contre la population civile : "On incendiait les rucas, on tuait et capturait les femmes et les enfants /.../ Nous sommes devant l'une des pages les plus noires de l'histoire du Chili" (Bengoa)⁹. »

⁷ Jo Briant, *Ces indiens qui veulent vivre*, Grenoble, Editions la pensée sauvage, 1992, p. 129.

⁸ J. Bengoa, op.cit. p.29.

⁹ Felipe Portales, « Gigantesca Deuda Histórica », Ed. Digital Journal Azquintuwe publiée le 19 janvier 2008 dans http://www.nodo50.org/azquintuwe/ene19_1.htm consultée le 20 janvier 2008. (Nous traduisons)

Cet article met aussi en relief l'importance des médias pendant cette période. La convoitise des terres mapuches explique, d'après l'auteur, les politiques gouvernementales depuis toujours et les campagnes de stigmatisation des Mapuches. Ainsi donc, le Mapuche cesse d'être cet honorable et courageux guerrier décrit par les espagnols, comme le fait Alonso de Ercilla dans son poème épique *La Araucana* (1569-1598), pour devenir un individu lâche, alcoolique et rusé, selon image donnée par la presse chilienne du XIX^e siècle. Nous pensons particulièrement ici à **El Mercurio** journal qui, par exemple, dans un article paru le 24 mai 1859 signalait « L'Araucan d'aujourd'hui est tellement limité, rusé, féroce et lâche et en même temps ingrat et vindicatif. Il vit, mange et boit de l'alcool avec excès... » (Nous traduisons).

En 1883 l'armée chilienne finit par occuper les territoires mapuches du sud du Fleuve Bio Bio. Le XX^e siècle n'est guère meilleur pour les Mapuches. Ainsi nous pouvons résumer les 40 dernières années en matière de défense ou respect des droits humains pour ce peuple, comme une époque qui se situe toujours entre l'espoir et le désespoir, entre le rêve et la méfiance.

3. Mapuches et médias : Une histoire de regards, d'intérêts et d'attitudes.

Si l'on tient compte des inégalités sociales, économiques et politiques que les Mapuches ont subi et subissent encore, les observations que nous venons de présenter suffiraient pour imaginer que la situation de la mass-médiation de la culture mapuche n'est pas évidente.

Il nous semble essentiel de donner un aperçu général, une exploration du contexte socio-économique dans lequel les médias chiliens se développent. Nous voulons annoncer les conséquences que le processus de concentration des médias induit pour la lutte *en faveur* des droits de l'homme, de la liberté d'expression et donc pour la mass-médiation des cultures minoritaires et de la culture mapuche en particulier.

Ce sujet a été beaucoup étudié dans les années 80. Les chercheurs étaient sans doute motivés par le système dictatorial dans lequel les médias étaient immergés. Ces 20 dernières années le sujet a été moins abordé. Nous partageons l'avis de Noam Chomsky lorsqu'il signale que c'est dans les pays démocratiques qu'il faut faire très attention à la concentration des médias car ils se trouvent dans un équilibre apparent qui trompe facilement le récepteur concernant l'objectivité et la véracité des discours médiatiques. Nous allons suivre, dans un premier temps, les recherches de Sunkel et Geoffroy (2002)¹⁰ pour nous rapprocher de cette thématique très sensible en vue des conséquences politiques qu'elle entraîne.

La gauche chilienne ainsi que différents secteurs pro-mapuches ont insisté sur l'impossibilité d'une représentation juste de toute la diversité chilienne en raison d'une concentration de médias qui se maintient depuis des décennies. À cet égard, La

Cet article paraît juste après le décès de Matias Catrileo, jeune Mapuche mort lors des manifestations qui eurent lieu au 'fundo (propriété agricole) Santa Margarita' dans la commune de Vilcun dans la région de *La Araucanía*. Cette mort est un des cas le plus graves d'affrontement entre «carabineros» (policiers) et Mapuches depuis 2003 où Alex Mlemun, un autre 'comunero Mapuche' a trouvé la mort lors des affrontements dans le 'Fundo Santa Elena' à l'intérieur de Ercilla dans la même Région.

¹⁰ Geoffroy E. et Sunkel G., « Concentración económica de los medios de comunicación. Peculiaridades del caso chileno », dans *Globalización Identidades Emergentes*, Comunicación y Medios N°13, Facultad de Ciencias Sociales Universidad de Chile, 2002.

*Concertation*¹¹ n'a guère agi, réponse propre à l'idéologie qui considère que le marché peut s'occuper de régler ce genre de déséquilibres. Cela a provoqué la disparition de divers médias qui étaient apparus vers la fin de la dictature de Pinochet. Lorsque l'on parle de la concentration des médias, on considère essentiellement trois critères : la propriété, la participation dans le marché publicitaire et la participation dans le marché des audiences.

En ce qui concerne la presse au Chili, il existe deux grands groupes privés qui forment un oligopole¹² : le groupe Edwards (17 Journaux dont 2 de diffusion nationale) et le Groupe Copesa (4 journaux de diffusion nationale). L'État contrôle le journal *La Nación*, de diffusion nationale, et *El Nortino de Iquique*. Le groupe Edwards¹³, probablement le principal groupe de communication du pays, possède donc des médias dans la plupart des régions du pays et édite les journaux les plus importants du Chili : *El Mercurio*, *Las Ultimas Noticias* et *La Segunda*. En 2003, ces trois journaux obtenaient ensemble 61% de l'investissement publicitaire de la presse¹⁴. Actuellement le président du groupe est Agustín Edwards Eastman, héritier des fondateurs, qui impose à ces journaux d'opposition à la *Concertación* une ligne éditoriale conservatrice, mais assez centriste et modérée. Le groupe Edwards possède le portail internet Emol.com et on lui prête le désir d'acheter de petites stations de radio locales ainsi que de chaînes de télévision. Il est à noter que la presse, pendant les années 70, obtenait plus de 50% du marché publicitaire. Aujourd'hui elle en obtient environ 35,5%, derrière la télévision qui concentre environ 56,3% du total. Ce changement souligne l'importance de la télévision dans le système des médias au Chili. Cependant le pouvoir de la presse existe et comme on le voit s'exerce par très peu de mains. Ces groupes économiques sont aussi un secteur politique. Cette tendance à la concentration est présente aussi en régions. La moitié des journaux régionaux appartiennent au groupe Edwards. Nous devons tout de même spécifier que ces groupes de décideurs du monde médiatique font partie du monde des décideurs économiques lié à la « problématique mapuche ». En effet, une autre concentration économique est celle des entreprises forestières qui représentent plus de 10% des exportations du pays; les plantations forestières se concentrant sur des terres traditionnelles mapuches.

Un article de Alfredo Seguel affirme que l'intervention de ces groupes économiques dans les médias est très forte. Il signale que des réseaux d'influence sont évidents entre eux. Ainsi d'après lui :

« De par ces liens étroits de pouvoir et d'intervention, autant les Angelini que les Matte, se sont arrangés pour ne pas se voir impliqués directement dans ce qu'ils ont dénommé le "Conflit Mapuche". Les situations de dénonciations permanentes que font les communautés mapuches contre "*Bosques Arauco y Mininco*", sont discrédités dans les médias écrits et

¹¹ *La Concertation* est la coalition qui, en s'opposant au gouvernement de Pinochet, a permis le retour à la démocratie au Chili. Ce rassemblement politique a gouverné le pays depuis 1990 jusqu'aujourd'hui sans interruption.

¹² Il faut remarquer que dans les années 70-80, au Chili, des auteurs ont déjà démasqué le régime de propriété et la manipulation idéologique du journal *El Mercurio*. A. Mattelart est celui qui dans le domaine des sciences de la communication a initié ce type de débats repris par la suite par les sphères sociales et politiques.

¹³ Voir <http://www.americaeconomica.com/numeros4/281/reportajes/medioschile281.htm> pour le groupe Edwards et Copesa. Consulté le 5 mai 2009

¹⁴ Source : Salinas Claudio et Stange Hans, « A media con los medios », *La Nación*, 17 avril 2005. http://www.lanacion.cl/prontus_noticias/site/artic/20050416/pags/20050416193030.html. Consulté le 25 avril 2005.

télévisuels, ce qui fait partie d'une stratégie de machination communicationnelle¹⁵. » (Nous traduisons)

Nous ne sommes pas en mesure de confirmer ces affirmations, mais il nous paraît évident que des intérêts économiques sont et ont toujours été à la base du traitement par la presse de la culture mapuche. Nous allons citer ici quelques exemples parus dans El Mercurio qui ne nécessitent pratiquement pas d'interprétation tant ils montrent sans équivoque que les Mapuches, lorsqu'ils manifestent leur mécontentement concernant l'appropriation et l'usage de leurs territoires historiques, sont souvent associés à des termes comme : délinquant , incendies, violence, agressions, peur, terrorisme.

<ul style="list-style-type: none"> • 3 décembre 1997 (note): “Investigan acción extremista tras ataques de indígenas”. • 16 janvier 1999 (note): “Aún no se ubica a violentistas. Gobierno pedirá ministro en visita por asalto en Traiguén”... • Le 4 avril 2001, dans la section « visión nacional », (chronique): “Los otros mapuches”, subtítulo : “Estos no gritan, no marchan, no atacan con boleadoras, no incendian ni ocupan fundos. Son tranquilos y trabajadores. [...] ¡Qué ejemplo!”. • Le 24 mars 2002 (note): “Conflicto Mapuche. LyD(3) advierte aumento de la violencia”... “Centro de Estudios 	<ul style="list-style-type: none"> • (TP.) « Investigación sur un acte extremiste après des attaques indigènes » • « On n'a pas encore trouvé les émeutiers. Le gouvernement sollicitera un juge d'instruction pour le braquage à Traiguén ». • « Les autres Mapuches » en sous-titre : « Ceux-ci ne crient pas, ne manifestent pas, n'attaquent pas avec des pierres, n'incendient pas ni n'occupent les propriétés. Ils sont tranquilles et travailleurs[...] Quel exemple ! »¹⁶. • “Conflit Mapuche. L et D¹⁷ mettent en garde sur la violence”... « Centre d'études affirme qu' en 2001 la capacité de provoquer la peur
--	--

¹⁵ Alfredo Seguel, “Chile: ¿Derechos humanos? ¿A quiénes se enfrenta el Pueblo Mapuche?” Dans plusieurs sites: <http://www.mapuexpress.net/?act=publications&id=938> , consulté le 26 avril 2006.

¹⁶ Remarquons que dans plusieurs articles du journal on établit cette distinction entre les Mapuches qui se battent pour leurs revendications territoriales, culturelles et ceux qui manifestent une certaine apathie, souvent habitant les grandes villes du pays (Mapuches urbanos). Nous pourrions supposer que cette valorisation de l'invisibilité de certains Mapuches est un appel à la soumission.

¹⁷ LyD (Liberté et Développement) est un centre de recherche politique, économique et social. Il se définit comme étant indépendant mais parmi les membres de son conseil nous pouvons trouver d'éminents collaborateurs du gouvernement de Pinochet, entre autres Hernan Buchi, ancien Ministre de l'Economie. <http://www.lyd.com/lyd/index.aspx?channel=4358>

<p><i>asegura que en 2001 creció la capacidad de provocar temor, lo que revela un clima de desorden e inseguridad”</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Le 13 janvier 2004 (note): “Condena a cinco años: Policía tras dos Loncos terroristas” 	<p>a augmenté, ce qui révèle un climat de désordre et d’insécurité ».</p> <ul style="list-style-type: none"> • « Condamnation à 5 ans : La police à la poursuite de deux Loncos (chef mapuche) terroristes »
---	---

Nous remarquons l’importance de ces discours, qui peuvent être plus marquants que les textes de loi en ce qui concerne les attitudes des Chiliens envers les Mapuches et qui peuvent aussi avoir des conséquences en termes de justification d’abus :

« Les médias ont été utilisés comme tranchée entre la société chilienne et le Peuple Mapuche, influant sur les états de l’opinion, ce qui encourage des attitudes racistes ou de simple rejet. Ainsi, nous sommes tous habitués à voir à la télévision ou à lire dans les journaux, dans les pages des faits divers, la situation Mapuche et les conflits avec les entreprises forestières¹⁸. »(TP.)

Quant à la radio, la situation a changé radicalement ces dernières années concernant le nombre d’entreprises et la programmation offerte. En effet, deux groupes concentrent un bon nombre de stations de radio : le *Iberoamerican Radio Chile* (capitiaux américains et vénézuéliens) et le *Consortio Radial de Chile* (capitiaux colombiens et chiliens). Il est à noter que ces capitaux sont concentrés principalement sur les stations FM. Ils se développent donc dans le secteur du divertissement plus que dans l’information. D’après Karin Palacios (journaliste attachée de presse de la ARCHI) 90% des radios sont regroupées dans la *Asociación de Radiodifusores de Chile* (ARCHI). Ces radios ont toutes des objectifs commerciaux et ne subissent pas de concurrence de la part de l’État. En effet, il n’existe pas une radio publique qui soit l’équivalent de Télévision Nationale du Chili (TVN) ou du journal la *Nación*. Elles sont classées par zone de diffusion. Aucun classement par type de programmation n’est fait car les radios commerciales n’ont aucun impératif légal visant à assurer la diversité ou la pluralité des discours. Leur but est d’obtenir des gains, la question des minorités ethniques ou culturelles n’étant pas un souci ni une discussion à court ou moyen terme. La diversité dans les ondes n’est donc pas pour aujourd’hui. Cependant, parmi ces radios dites commerciales nous trouvons des émissions, exceptionnelles bien sûr, sur les cultures originaires. Ce type d’émissions existe sans doute de façon plus régulière sur certaines radios communautaires qui se multiplient et se heurtent à l’opposition des radios cent fois plus puissantes techniquement et financièrement.

En ce qui concerne la télévision, les télévisions chiliennes n’échappent pas aux changements qui bouleversent les *mass media* du monde entier. Le secteur public se différencie du privé plus davantage par la puissance des stations que par sa programmation. C’est ainsi qu’en Amérique latine 105 chaînes sur 570 sont de service public, et 64 ont un caractère éducatif et culturel. Nous pouvons donc remarquer la difficulté que représente la gestion des politiques culturelles et, à plus forte raison s’il s’agit de concilier ces politiques avec celles des *mass media*, puisqu’il faut maîtriser ‘l’épreuve de force’ entre le respect, la

¹⁸Alfredo Seguel, *op.cit.*

compréhension, l'acceptation de la diversité, le besoin d'unité et un marché qui commande. Au Chili la seule Télévision à caractère public sur les 5 chaînes hertziennes est TVN née en 1968, et elle doit s'autofinancer. Dans notre optique, la télévision publique resterait, au sein des médias, une de celles qui devrait pouvoir garantir une offre, un espace aux différentes communautés afin de refléter la nature multiculturelle des sociétés comme la société chilienne¹⁹. Aujourd'hui, on pourrait dire que la télévision publique chilienne, et la télévision chilienne dans son ensemble, est une télévision **d'intérêt général**. Elle n'est pas précisément une forme de service public mais plutôt **d'intérêt public**.

C'est ainsi que la télévision en général, et TVN en particulier, devient pendant la Dictature un outil de propagande avec des conséquences pour la société chilienne et pour la scène audiovisuelle. Dans ce cadre, il est tout à fait normal d'imaginer que la massmédiation de la question mapuche était impossible. N'oublions pas les difficultés rencontrées à cette période par les Mapuches.

Les années post-dictature changent la donne sur plusieurs aspects. La nouvelle direction et les nouveaux gouvernants démocratiques du pays se sont mis à explorer de nouvelles formes d'organisation, de nouvelles conceptualisations afin de trouver une télévision publique plus utile à la société avec un peu plus de transparence et davantage de rentabilité. Pour notre recherche, il est intéressant de voir aussi que certaines caractéristiques du média pourraient expliquer la façon dont les Mapuches sont montrés à l'écran. En effet il s'agit, nous l'avons bien remarqué, d'attirer les audiences, et les professionnels de l'audiovisuel le savent. Même si la plupart des informations diffusées dans tout le pays par TVN se passent à Santiago et qu'elles peuvent montrer un climat d'effervescence politique ou de conflit sociaux, la chaîne équilibre cette image négative de la capitale avec les informations concernant l'offre culturelle de la ville et les décisions politiques et économiques, qui sont pratiquement toujours prises à Santiago. L'image de modernité et de prospérité est donc présente à l'écran. Il y a toujours du bon et du mauvais car « tout se passe à Santiago ». En ce qui concerne les régions, les informations diffusées ne sont pas aussi variées. Elles ont tendance à ne rapporter qu'une partie de la réalité de ces régions, souvent négative, surtout lorsqu'il s'agit de la IXe région. En effet, les informations concernant la *Araucanía* à *24 Horas* (Journal de 20 heures) ont la majeure partie du temps trait à la problématique mapuche, ou pour certains journalistes « le conflit mapuche », avec toute la charge sémantique que le mot conflit ajoute à mapuche.²⁰

De façon générale nous pouvons dire que *24 Horas* n'est pas un journal télévisé qui fasse de la question mapuche un sujet récurrent. *24 Horas* reflète le pays autrement : de nombreux reportages sur le Chili, des visites guidées des régions; la situation économique du pays à travers les échanges commerciaux et l'activité entrepreneuriale est très souvent abordée, des faits divers sont aussi très présents dans le journal télévisé ainsi que les événements sportifs. Il s'agit de communiquer non pas avec tous les Chiliens mais à une majorité des Chiliens. Il s'agit d'utiliser un langage et des images qui permettent à cette majorité de s'identifier et de se voir. Si nous voyons bien les deux derniers segments cités

¹⁹ Voir statistiques cultures minoritaires de l'Institut National de Statistiques Chilien (INE) dans http://www.ine.cl/canales/chile_estadistico/estadisticas_sociales_culturales/etnias/etnias.php

²⁰ Voir la seule étude systématique que nous connaissons à ce jour. Gaete Magdalena, "La cuestion Mapuche en los noticieros de Televisión", SERIE INFORME SOCIAL N° 69, Libertad y Desarrollo, Junio de 2002. http://www.lyd.com/biblioteca/serie/Social/69_serie_informe_social.pdf. Consulté le 5 avril 2005. Précisons que nous avons fait plusieurs critiques de ce travail lors de notre recherche en thèse.

permettent à la chaîne de détourner l'attention des choses essentielles de l'actualité pour passer à la commercialisation nette des émotions. *24 horas* diffuse ainsi ce qui peut être compris et ressenti par une majorité de Chiliens. Il s'agit de montrer le Chili et les Chiliens dans un cadre très moderne où l'on valorise davantage les réussites sur le plan économique et technologique afin de créer un plaisir, une certaine fierté nationale chez le spectateur. Ce monde de modernité, ce regard vers l'avenir est-il compatible avec le respect et la reconnaissance d'une histoire faite de contacts conflictuels avec les peuples originaires ?

Même si la réponse nous paraît au premier abord négative, nous sommes d'accord avec le Directeur du Conseil National de télévision Jorge Navarrete qui en acceptant le caractère formateur de la télévision voit un changement positif depuis quelques années, en ce qui concerne la place dans les médias de la problématique de cultures minoritaires au Chili.

« ...personne n'aurait pensé que la télévision couvrirait certaines informations. Par exemple, le conflit par rapport à la création des barrages permettant l'obtention d'énergie électrique et ses conséquences pour l'habitat de certaines communautés etc..., ces sujets ... il y a 30 ans au Chili ce barrage aurait été fait sans demander à personne et aujourd'hui cela peut être retardé de 5 ans et être discuté partout dans le pays y compris à la télévision ²¹ ». (TP.)

Ici le Président du CNTV fait sans doute référence à certains programmes du service de presse de la chaîne. Des reportages et des documentaires ont été diffusés concernant cette problématique. Ces programmes ont suscité des longs et intéressants débats dans le reste des médias chiliens et dans la population en général. Nous pensons ici fondamentalement à *El Mirador*, programme culturel produit par une entreprise de production indépendante diffusé par TVN. Ils ont travaillé sur la problématique mapuche, entre autres, avec un regard très critique et une très bonne audience. Par exemple : *Los nuevos mapuches* en 1999 et *Hermanas Quientreman : mujeres mapuches contra Ralco* en 2002. Nous ne pouvons pas ici approfondir l'analyse sur les changements en cours concernant le traitement de l'information du « conflit mapuche » à la télévision mais nous devons signaler que la situation dans la zone de la Araucania est de plus en plus tendue et la télévision est aujourd'hui obligée de réserver une partie importante des journaux télévisés à cette problématique. C'est ainsi que le 12 août 2009 un 'comunero' mapuche est mort lors de manifestations près de Temuco. Toutes les chaînes ont couvert l'information et TVN en particulier a donné la parole et montré la vision des tous les impliqués -manifestants, police, gouvernement, propriétaires de terres- pendant les 5 premières minutes du journal télévisé *24 horas* et ce trois jours de suite.

Même si TVN est, parmi les chaînes hertziennes, celle qui essaye de maintenir un équilibre dans la représentation des différents secteurs de la société, cette préoccupation vise surtout les différences politiques. Pour l'instant, certaines chaînes câblées répondent déjà davantage aux attentes de représentativité des peuples indigènes mais, ironie du sort, ce sont des chaînes payantes. Elles sont par conséquent moins accessibles à ces populations et à la plupart des Chiliens.

4. Quelques remarques sur la réponse médiatique mapuche

Nous avons décidé de donner un aperçu très général sur la réponse médiatique mapuche à la concentration des médias chiliens. Elle est associée à la reconnaissance de l'importance des médias de la part de l'élite mapuche, dans tout ce qui concerne le travail de mémoire, la

²¹ Je remercie M. Jorge Navarrete, Directeur du Conseil National de Télévision (CNTV) pour toutes les informations qu'il m'a données.

défense de la langue, la diffusion de l'art et le renforcement d'attitudes positives envers la culture mapuche. Nous constatons que les médias mapuches les plus importants aujourd'hui sont conçus par des journalistes ou des chercheurs ; bref des gens ayant des capacités dans le domaine des médias. C'est cela qui est revendiqué par les communicateurs mapuches dans leur rencontre de 2004²². Ainsi, la question de l'identité et de la résistance politique sont à la base du développement des médias mapuches. Les initiatives de médias communautaires des années 70 ont repris avec force à la fin des années 80 avec des projets de diffusion de la culture mapuche à la radio. Elle continue à être un média privilégié des communautés mapuches à Santiago et dans le sud du pays. Nous n'avons pas de statistiques sur les émissions de radio concernant les Mapuches mais nous pouvons signaler que c'est en mars 2004 que la première radio en mapudungun du Chili est née. Il s'agit de la radio Wallon ("le trajet que réalise le soleil de l'aube au crépuscule" en mapudungun) de Lycanray, une commune de Villarrica dans la IXème Région.

Même si nous reconnaissons l'importance de la radio comme média car elle est accessible à la plupart des Mapuches et qu'elle établit un contact plus personnel avec les membres des communautés; dans la mass médiation de la culture mapuche nous devons accorder aux cybermédias la place la plus importante en terme de militantisme. En effet, La plupart des médias mapuches aujourd'hui peuvent s'insérer dans un activisme ou militantisme affiché. D'ailleurs nous ne pouvons pas critiquer ces médias en utilisant l'argument du besoin « d'objectivité » que les autres médias disent respecter car ce n'est pas la ligne communicationnelle des Mapuches. Ces médias alternatifs légitiment les discours des opposants du néolibéralisme. Ils sont souvent liés à des mouvements alter-mondialistes et critiquent les médias traditionnels accusés d'instaurer une mauvaise hiérarchie dans l'agenda public. Avec les NTIC nous passons de l'activisme des mobilisations sociales des années 90 à un militantisme informationnel *glocal*. Internet devient donc un outil de coordination, une façon d'agir, un *cyberactivisme*.

Nous trouvons énormément d'exemples du travail médiatique pro mapuche sur internet : le site informatif Mapuexpress, (<http://www.mapuexpress.net/>), l'agence d'informations mapuche Azkintuwe (<http://www.nodo50.org/azkintuwe/est>) ou bien le site *Mapulink* (<http://www.mapuche-nation.org>) qui publie entre autres un article permettant d'illustrer l'opposition radicale des médias mapuches aux médias chiliens. De façon générale les médias au Chili s'articulent dans l'idée de l'autre avec nous ou de l'autre contre nous. C'est -à-dire les médias se situent soit dans un discours anti- nation mapuche soit dans un discours anti-nation chilienne²³.

La critique émanant des intellectuels et des médias mapuches ne se cantonne pas à la presse écrite. Les Mapuches reprochent à la télévision le fait de ne pas donner une image positive, ni neutre des Mapuches. Ils voient le besoin d'éduquer les jeunes à la critique des médias afin de ne pas souffrir de la stigmatisation médiatique et pour les former à la création de matériel audiovisuel. Ils reconnaissent que les médias diffusent la culture et qu'elle va de pair avec le politique. Pour eux, la situation de diffusion d'attitudes négatives dans les médias, particulièrement à la télévision exige que les Mapuches aient des moyens de communication engagés pour soutenir leur lutte.

²² Voir : <http://www.mapuche-nation.org/espanol/html/documentos/doc-36.htm>

²³ La Segunda, «La red exterior de los mapuches», 7 mai 2002. Dans : <http://www.mapuche-nation.org/espanol/nosotros.htm>. Consulté le 3 novembre 2004.

5. Quelques réflexions finales.

Au terme de cette communication nous concluons que les attitudes au sein des différents médias TVN reflètent un des enjeux de la société chilienne face à sa difficulté d'intégrer, d'accepter et de comprendre la diversité culturelle du pays. Elles sont aussi la confirmation de l'importance des médias lorsqu'il s'agit de faire oublier, de justifier les violations des droits de l'homme . Si l'on arrive à convaincre « la masse » que celui d'en face n'est plus un être humain mais un terroriste, un ennemi, on ne parle plus de ses droits. Nous voyons bien que, même si le sujet des droits humains s'est installé dans l'agenda médiatique et par conséquent dans l'agenda politique au Chili, la bataille de défense des droits de l'homme n'a pas été résolue dans sa globalité avec les premiers gouvernements démocratiques. Au contraire, surmonter les traces de notre histoire et aborder les grands sujets comme la discrimination de la femme ou des peuples originaires fait partie des grands défis pour l'Etat Chilien et pour les médias .

Si l'on veut croire à un Chili moderne, joyeux, démocratique, comme celui que nous montre la télévision aujourd'hui ou bien comme celui voulu par une presse écrite qui prône la paix et refuse la violence, il ne faut pas se demander s'il y a des paradoxes, des absents, des oubliés, des méprisés ou des diabolisés dans la société chilienne et donc dans les médias. Les peuples originaires ne devraient pas rester en coulisses, en dehors des champs de réflexions des chiliens (de la majorité des Chiliens). Il reste un long chemin à parcourir pour arriver à respecter les droits des Mapuches au Chile, des traités internationaux à faire valoir...mais comme pour « les telenovelas » nous rêvons d'une prochain chapitre heureux.

BIBLIOGRAPHIE

- Austin, John Langshaw *How to do things with words*, 17e Édition Harvard University Press, 2000.
- Bengoa, J., *Historia del pueblo mapuche, siglo XIX y XX*. Santiago de Chile, Ediciones Sur, 1985
- Briant, Jo, *Ces indiens qui veulent vivre*, Grenoble, Editions la pensée sauvage, 1992.
- Géoffroy E. et Sunkel G., « Concentración económica de los medios de comunicación. Peculiaridades del caso chileno », dans *Globalización Identidades Emergentes*, Comunicación y Medios N°13, Facultad de Ciencias Sociales Universidad de Chile, 2002.
- Chomsky, Noam, *Comprendre le pouvoir. L'indispensable de Chomsky*. Deuxième mouvement. Editions ADEN, Paris, 2006. COTTLE, Simon, *Television and Minorities: Producers' Perspectives*, England, Ed. Avebury, 1997.
- Marchand, Pascal, *Psychologie sociale des médias*, PUR, Rennes, 2004.
- Schneier-Madanes, Graciela, *L'Amérique latine et ses télévisions. Du Local au mondial*, Anthropos, 1999.
- Villegas, Roxana, *Médias et Cultures Minoritaires au Chili 200-2006. La télévision publique et les Mapuches : Un problème d'attitudes*, thèse de doctorat d'Espagnol, Université Rennes 2, Rennes, 540 pages. 2009.
- Villegas, Roxana, « Représentation et Attitudes envers les Minorités Culturelles et Linguistiques: une Approche Psychosociale des Médias dans le "Glocal" » *Anuario F@ro*. Revista Teórica del Departamento de Ciencias de la Comunicación y de la Información. Año 2. Tomo Dos. 2006. ISSN: 0718-2023, p. 124-142. (Latindex). Edition on line disponible http://web.upla.cl/revistafaro/02_monografico/04_villegas.htm.

Sites

- Gaete Magdalena, "La cuestion Mapuche en los noticieros de Television", SERIE INFORME SOCIAL N° 69, Libertad y Desarrollo, Junio de 2002. Disponible à l'adresse http://www.lyd.cl/biblioteca/serie/Social/69_serie_informe_social.pdf. Accès le 8 Septembre 2009.
- La Segunda, « La red exterior de los mapuches », 7 mai 2002. Disponible à l'adresse: <http://www.mapuche-nation.org/espanol/nosotros.htm>. Accès le 8 Septembre 2009. Portales, Felipe, « Gigantesca Deuda Histórica », Ed. Digital Journal Azkintuwe publié le 19 janvier 2008 dans http://www.nodo50.org/azkintuwe/ene19_1.htm. Accès le 8 Septembre 2009
- Seguel, Alfredo, "Chile : ¿Derechos humanos? ¿A quiénes se enfrenta el Pueblo Mapuche?" Dans plusieurs sites: <http://www.bolpress.com/art.php?Cod=2006060618> <http://www.mapuexpress.net/?act=publications&id=938>. Accès le 8 Septembre.
- Salinas Claudio et Stange Hans, « A media con los medios », *La Nación*, 17 avril 2005. http://www.lanacion.cl/prontus_noticias/site/artic/20050416/pags/20050416193030.htm. Accès le 8 Septembre 2009
- Tribune des droits humains/Human Rights Tribune. Disponible à l'adresse <http://www.humanrights-geneva.info>. Accès le 8 Septembre 2009.
- Journal Télévisé. 24 horas 2002. TVN Chili. http://fr.youtube.com/watch?v=fO-nIn_Jpdc. Accès le 8 Septembre 2009

Médias et Mapuches, à voir :

<http://www.youtube.com/watch?v=5c47DpJ2oMM&feature=related>
<http://www.youtube.com/watch?v=9F0yOpUvP0w>
<http://www.youtube.com/watch?v=9F0yOpUvP0w>
http://www.youtube.com/watch?v=r9kYnE1vY_o&feature=Playlist&p=CB3AE848A8D8C725&index=15&playnext=2&playnext_from=PL
http://www.youtube.com/watch?v=IXj7mYJo_3s
<http://www.youtube.com/watch?v=VTqNaALdtGU>
<http://www.youtube.com/watch?v=EER3nBVMR44>
<http://www.youtube.com/watch?v=b2rLAYHIEZE>